



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CÔNE SUD DE BUENOS AIRES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

N°19 – Mai 2022

Zoom – Quels risques face à l’optimisme sur la croissance uruguayenne ?

Les anticipations de croissance de l’économie uruguayenne ne cessent de s’améliorer. Après une progression du PIB de 4,4% en 2021, les agents économiques, à l’instar de la Banque centrale, attendent une hausse de l’activité économique tout aussi dynamique en 2022, soit 4,2% versus 3,9% pour le FMI. En l’espace de seulement quatre mois, les anticipations de croissance du PIB ont gagné un point de pourcentage, promettant un résultat supérieur à la moyenne de 3,3% des quinze dernières années. Même si les indicateurs avancés d’activité (production industrielle, confiance des consommateurs) indiquent une décélération du dynamisme économique au cours du 1^{er} trimestre de 2022, l’Uruguay devrait continuer à bénéficier cette année de la reprise qui, côté offre, apporterait des gains de productivité et, côté demande, renforcerait la consommation privée et les services qui tirent profit du redressement du marché du travail (taux de chômage à 7,7% en mars). Le pays devrait aussi continuer à profiter du dynamisme des exportations, notamment agricoles, portées par une demande externe soutenue dont la croissance, malgré l’assombrissement des perspectives pour les États-Unis et les partenaires européens, reste bien orientée. Cependant, le regain d’optimisme sur la croissance n’obère pas les aléas baissiers, à savoir une potentielle dégradation de la situation sanitaire, ou bien un ralentissement des grands partenaires commerciaux (politique « zéro Covid » en Chine, atonie de l’économie brésilienne, incertitudes pesant sur le voisin argentin), ainsi que le risque de resserrlements budgétaires et monétaires trop brusques. En effet, la demande interne, en plus d’être pénalisée par la baisse des flux d’investissements liés aux grands projets, pourrait pâtir à court terme de la consolidation budgétaire et des réformes (protection sociale, retraites, marché du travail) souhaitées par le gouvernement. Elle devrait aussi être freinée par la politique monétaire restrictive (taux d’intérêt directeur à 8,5% contre 4,5% mi-2021) qui répond au regain des tensions inflationnistes issues du conflit russo-ukrainien (+9,4% en glissement annuel en avril après +8,8% en moyenne sur le 1^{er} trimestre) qui viennent renchérir les coûts des biens alimentaires (+12,2% en avril) et énergétiques (+25,5% pour le gaz). L’inflation a tout de même été atténuée par l’appréciation du taux de change du peso au 1^{er} trimestre (+1,6% en moyenne par rapport au trimestre précédent) du fait des hausses des cours des matières premières et du taux directeur. Selon la Banque centrale, les tensions sur les prix devraient rétrocéder à partir de la mi-2022, notamment grâce au policy-mix restrictif engagé. Un certain nombre de risques pourraient, eux aussi, contraindre le ralentissement de l’inflation, tels que des hausses persistantes des prix des matières premières, des ajustements salariaux abrupts pour compenser la stagnation des salaires réels au 1^{er} trimestre ou une dépréciation du peso précipitée par une détérioration des perspectives économiques régionales. Ces risques pourraient également consolider la tendance haussière des anticipations d’inflation, désormais situées à 8,5% pour 2022. Toutefois, celles-ci restent proches du taux moyen de 7,7% des quinze dernières années, les prochains mois indiqueront si l’économie uruguayenne saura tirer les leçons d’une décennie d’inflation structurellement élevée pour naviguer dans un environnement international et régional complexe afin de pérenniser les gains de croissance et renouer avec un cycle vertueux.

LE CHIFFRE À
RETENIR

4,2%

Croissance du PIB
anticipée pour 2022

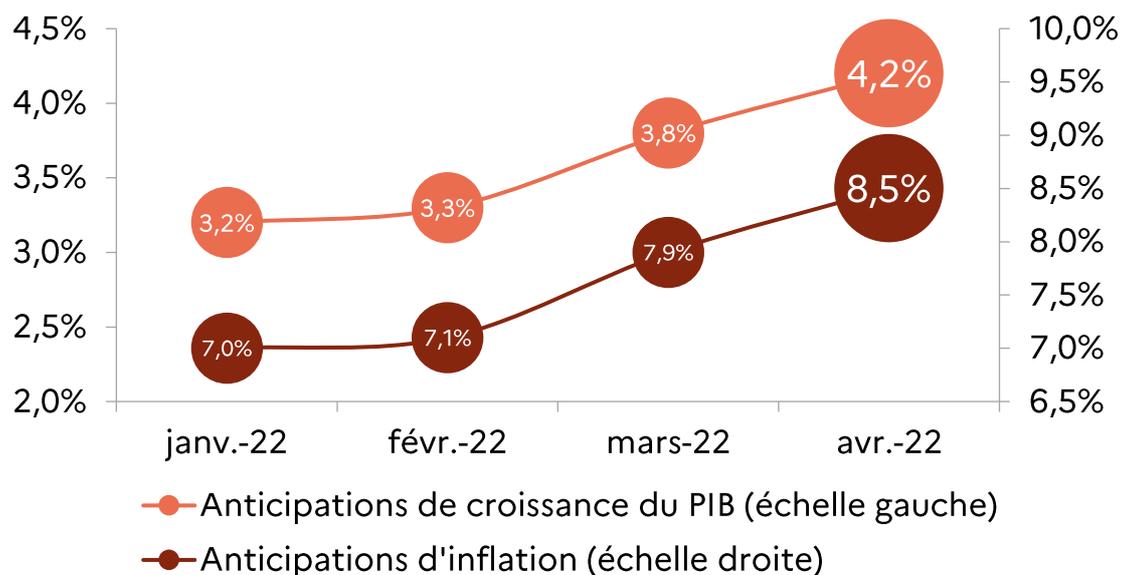
Principaux indicateurs macroéconomiques

| | Argentine | Chili | Paraguay | Uruguay |
|---|-----------|-------|----------|---------|
| Derniers chiffres annuels - 2021 | | | | |
| Croissance du PIB réel | 10,3% | 11,7% | 4,2% | 4,4% |
| Inflation (fin de période) | 50,9% | 7,2% | 6,8% | 8,0% |
| Solde budgétaire (% du PIB) | -4,5% | -7,6% | -3,7% | -4,2% |
| Dettes publique (% du PIB) | 79,9% | 36,3% | 33,8% | 73,3% |
| Solde courant (% du PIB) | 1,4% | -6,6% | 0,8% | -1,8% |
| Dettes extérieure (% du PIB) | 55,0% | 84,4% | 49,9% | 77,1% |
| Prévisions et projections - 2022 | | | | |
| Croissance du PIB réel - FMI | 4,0% | 1,5% | 0,3% | 3,9% |
| Croissance du PIB réel - Agents économiques | 3,5% | 1,5% | 2,0% | 4,2% |
| Inflation (fin de période) - Agents économiques | 65,1% | 8,9% | 7,0% | 8,5% |
| Pour mémoire | | | | |
| PIB nominal de 2021 (Mds USD) | 488,6 | 316,9 | 38,3 | 59,4 |
| Population (millions) | 46,2 | 19,8 | 7,5 | 3,6 |

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, Our World in Data, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Uruguay – Anticipations de croissance du PIB et d'inflation des agents économiques pour 2022



Sources : Banque centrale, SER Buenos Aires

ARGENTINE

L'inflation est restée vive en avril, relançant le débat sur des nouveaux ajustements salariaux

Les tensions sur les prix, bien qu'en légère baisse, sont restées fortes en avril : après une hausse des prix de 6,7% sur un mois en mars, l'inflation s'est établie à tout juste 6,0%, au-dessus des anticipations des agents à 5,6%.

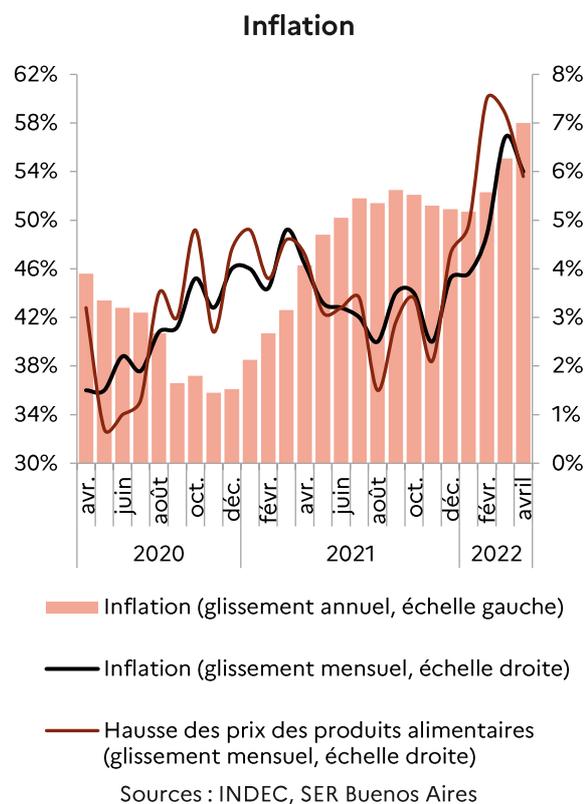
Ce sont surtout les secteurs de l'habillement (+9,9%), de l'hôtellerie et de la restauration (+7,3%) mais aussi de la santé (+6,4%) qui ont contribué à l'inflation sur le mois. De leur côté, les prix alimentaires, après des records en février (+7,5%) et en mars (+7,2%), ont augmenté de 5,9% en avril.

En glissement annuel, l'inflation s'est élevée à 58,0% (après +55,1% en mars), tandis que l'inflation sous-jacente a atteint 60,5%. Celle-ci a, par ailleurs, atteint un record à 6,7% en termes d'évolution mensuelle, non égalé depuis septembre 2018. Avec une inflation qui atteint déjà 23,1% en cumulé depuis le début de l'année, les anticipations n'ont cessé d'augmenter et sont placées pour 2022 à 65,1% pour l'inflation de fin de période, soit 5,9 points de pourcentage supplémentaires par rapport aux dernières anticipations.

Le regain des tensions inflationnistes et la hausse des anticipations ont relancé le débat autour de nouveaux ajustements salariaux et réévaluations des transferts sociaux afin de préserver le pouvoir d'achat. Les transferts sociaux, dont les retraites, devraient ainsi augmenter de 15% à partir du 1^{er} juin. De plus, le gouvernement a décidé d'avancer à juin et août les hausses du salaire minimum qui devaient s'étaler jusqu'à la fin 2022. Pour rappel, des augmentations progressives du

salaire minimum avaient été déterminées en mars afin de faire augmenter le salaire minimum de 45% d'ici la fin de l'année 2022 et le porter à 47.850 pesos (soit près de 390 euros au taux de change officiel).

L'objectif serait de négocier de nouvelles hausses, appliquées sur les quatre derniers mois de l'année pour atteindre une hausse du salaire minimum de 60% sur l'ensemble de l'année. Celle-ci serait ainsi similaire à celles convenues lors des négociations salariales des derniers secteurs qui se sont pliés à cet exercice. Toutefois, elle pourrait entraîner avec elle de nouvelles hausses de salaires dans les différents secteurs, renforçant ainsi les effets de second tour.



Troisième hausse des prix des carburants depuis le début de l'année

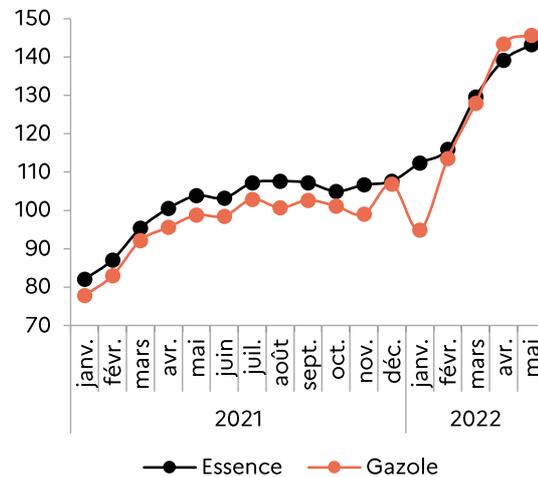
Le 8 mai, les compagnies de raffinage Axion Energy et Shell ont augmenté les prix des carburants de 11% en moyenne (+10,5% en moyenne pour les produits standards et +12,5% pour les produits premium) en raison de l'envolée des cours du pétrole. Le 9 mai, le groupe pétrolier national YPF a emboîté le pas, augmentant les prix de 9,5% (produits standards) et 11,5% (produits premiums).

La démarche est atypique puisque, compte tenu de la prédominance de YPF dans la vente de carburants à travers les stations-service, les concurrents agissaient, en règle générale, dans le sillage du groupe public. Cette fois-ci, la décision des pétroliers a contraint le groupe public à augmenter ses prix pour éviter une pénurie de carburants, vendus alors 10% moins chers que ceux des sociétés privées.

Selon le communiqué de presse d'YPF, la hausse des prix répond au renchérissement du coût de raffinage et commercialisation, mais également à l'augmentation des prix nationaux (biocarburants) et internationaux (produits pétroliers importés).

En prenant en compte les augmentations de février (+9,0%) et mars (+9,5%), le prix des carburants a, en moyenne, progressé de 32% depuis le début de l'année. Ces hausses ont un double impact sur l'inflation, à travers le renchérissement des prix de l'énergie et du coût des activités énergivores, à l'instar du transport.

Prix des carburants (en pesos argentins)



Sources : Secrétariat à l'Énergie, SER Buenos Aires

La province de Buenos Aires adopte son programme provincial d'énergie propre

Le 2 mai, le ministère de l'Environnement de la province de Buenos Aires (PBA) a publié la résolution n°131/2022 au Journal officiel qui approuve le programme provincial d'énergie propre.

Ce programme a pour objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre résultant de la production et de la consommation des énergies dans la province via notamment l'utilisation de technologies ayant une meilleure efficacité énergétique, la prise en compte dans la production de processus économes en énergie, le développement des énergies renouvelables et la promotion de la mobilité verte.

Les deux principaux axes stratégiques sont : (1) la promotion de l'efficacité énergétique et (2) la transition énergétique. De plus, le programme inclut aussi des volets ayant trait à la formation, à la sensibilisation et à la communication sur les projets réalisés, ainsi

qu'à leur évaluation. Il ne comporte toutefois pas d'objectifs quantitatifs concrets, ni de précisions sur la méthodologie et les ressources qui seront utilisées pour la réalisation des objectifs.

Étant donné que la loi sur le changement climatique promulguée en 2019 invite toutes les provinces à présenter leur propre plan climatique d'ici la fin 2023, ce plan peu ambitieux paraît avant tout être un passage obligé pour cette province qui accueille 40% de la population. Ainsi, contrairement à certaines provinces qui se sont saisies du sujet de la transition climatique, en créant par exemple un marché carbone qui représente une opportunité économique, la PBA ne s'est pas encore montrée très proactive sur cette question mais est néanmoins l'une des rares provinces à avoir adopté officiellement un tel programme.

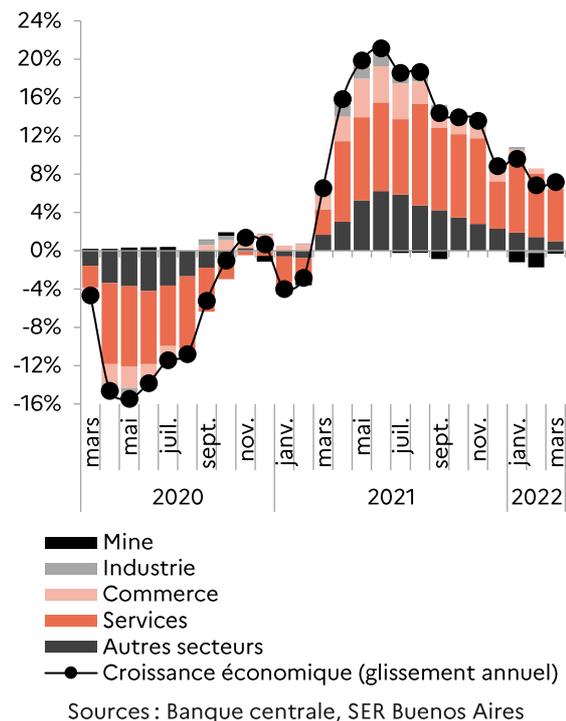
CHILI

La croissance est restée résiliente en mars mais l'inflation s'intensifie

L'économie chilienne a enregistré en mars une croissance de 1,6% sur un mois, en désaisonnalisé, avec une forte contribution de l'activité minière qui a progressé de 6,6%. Sur un an, la croissance s'est élevée à 7,2%, après 6,8% en février et 9,6% en janvier. Cette performance permet de ralentir la décélération de la croissance en marche depuis août 2021 et confirme la résilience de la consommation qui bénéficie aux services (+12,2% sur un an) et au commerce (+8,6%). L'industrie a aussi contribué positivement au résultat du mois (+3,3%). Ces bons chiffres ont permis de légèrement améliorer entre janvier et mars, le taux de participation (59,5%) et les taux d'emploi sur le marché

formel (54,9%) et informel (27,8%). À l'inverse, le taux de chômage a légèrement augmenté pour s'établir à 7,8%.

Contribution des différents secteurs à la croissance économique



En parallèle, les tensions sur les prix sont restées très vives et ont, plus rapidement qu'anticipé par la Banque centrale, franchi la barre des 10% dès le mois d'avril. En effet, l'inflation s'est élevée à 1,4% sur un mois et 10,5% sur un an, soit un record depuis 1994.

Celle-ci a notamment été portée par les hausses des prix alimentaires (+14,8%) et énergétiques (+19,8%) du fait des hausses des cours mondiaux des matières premières, mais également par la dépréciation du peso (+8,8% sur un mois en avril) ainsi que la persistance des perturbations des chaînes d'approvisionnement au niveau mondial.

Ces résultats ont impacté les anticipations des agents économiques, qui attendent



désormais l'inflation à 8,9% pour 2022 (+1,1 point de pourcentage en comparaison avec les derniers chiffres). Dans ce contexte, la Banque centrale a de nouveau fortement relevé son taux directeur de 125 points de base pour le porter à 8,25%, son niveau le plus élevé depuis la crise financière de 2008.

Le gouvernement prépare une consultation citoyenne sur la politique de commerce extérieur et les accords de libre-échange

Une des idées fortes du programme électoral du Frente Amplio, le parti dont est issu le président Gabriel Boric, était de redéfinir une nouvelle politique commerciale, venant participer au développement du Chili tout en réduisant les inégalités, sans exclure a priori la révision de certains des 31 accords de libre-échange auxquels le pays a souscrit.

Dans cette perspective, le gouvernement va mettre en œuvre une consultation citoyenne pour définir et renforcer la légitimité de la politique de commerce extérieur du Chili. Entre août et octobre, le sous-secrétaire aux Relations économiques internationales, José Miguel Ahumada, déploiera un processus participatif pour définir la stratégie du Chili en matière de commerce extérieur pour les années à venir. Seront ainsi interrogés des entreprises de toutes tailles, des universités et des individus de la société civile.

La légitimité de ce procédé est renforcée par les expériences passées du Canada, mais aussi de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Dans un second temps, le sous-secrétariat aux Relations économiques internationales prévoit de former un conseil consultatif qui, sur la base des informations recueillies dans le cadre du processus participatif, préparera

un « rapport indépendant » dans lequel des recommandations seront proposées pour les orientations stratégiques de la politique commerciale chilienne.

Réviser certains traités de libre-échange fait partie des options possibles, notamment le TTP-11 (Accord de partenariat transpacifique global et progressiste) et la modernisation de l'accord UE-Chili.

En substance, l'exécutif a annoncé qu'il ne prendrait aucune décision sur ces sujets avant la fin du processus constitutionnel. Rappelons que la nouvelle Constitution sera votée par référendum le 4 septembre 2022.

Le ministère des Travaux publics priorise de nouveau le projet de train à grande vitesse entre Santiago et Valparaiso

À la demande du ministère des Transports, le ministère des Travaux publics prioriserait à nouveau le projet de construction du train à grande vitesse qui devrait relier Santiago à Valparaiso. L'étude de ce projet par le ministère avait été mise en attente pendant la pandémie alors que l'inauguration était prévue pour 2024. Celui-ci est donc en train d'analyser les différentes voies possibles pour l'exécution de ce projet et espère notamment conclure à la fin du 1^{er} semestre 2022, les études des itinéraires proposés par les deux offres majeures.

Ainsi, la 1^{ère} proposition est l'initiative Tren Valparaiso-Santiago (TVS), soutenue par un consortium formé par l'espagnol Acciona et le groupe chilien Sigdo Koppers. La 2^{ème} proposition a été faite par un consortium formé par les sociétés espagnoles FCC et Talgo aux côtés du concessionnaire chilien Agunsa (de la famille chilienne Urenda).



L'investissement est estimé entre 2,8 Mds USD selon le ministère des Travaux publics, à 5,5 Mds USD selon l'Entreprise des chemins de fer de l'État (EFE).

Le projet de construction du train n'est pas encore inclus dans le portefeuille de la Direction générale des concessions du ministère des Travaux publics. Cependant, une annonce officielle pourrait avoir lieu sous peu. Il existe pour l'instant 14 appels d'offre du ministère des Travaux publics sur la période entre avril 2022 et mars 2023, pour un investissement total estimé à 5,2 Mds USD, le projet le plus important étant la route 5 entre Santiago et Los Vilos, pour un montant de 768 MUSD.

PARAGUAY

La centrale hydroélectrique binationale d'Itaipú : débats et enjeux

Mis en service le 5 mai 1984, le barrage hydroélectrique binational d'Itaipú, situé sur le fleuve Paraná, à la frontière avec le Brésil, compte une vingtaine d'unités génératrices ayant dans l'ensemble une capacité installée de 14 GW. À ce titre, c'est le deuxième plus grand barrage au monde après celui des Trois Gorges en Chine (22,5 GW).

Le Paraguay dispose ainsi d'une matrice énergétique essentiellement basée sur cette ressource renouvelable grâce à ses deux centrales binationales (Itaipú avec le Brésil et Yacretá-Apipé - 3,2 GW - avec l'Argentine).

Le 38^{ème} anniversaire de la centrale d'Itaipú intervient toutefois dans un contexte marqué par l'impact négatif de la sécheresse sur la production électrique et les débats sur le positionnement du Paraguay dans la

perspective de la renégociation du traité d'Itaipú en 2023.

En effet, le stress hydrique qu'a connu le Paraguay ces trois dernières années a significativement pesé sur la production d'électricité. Depuis le pic de 103.098 GWh enregistré en 2016, la production a baissé de manière tendancielle pour représenter seulement 66.369 GWh en 2021. A cette date, la centrale d'Itaipú abondait pour respectivement 8,4% et 85,6% de l'énergie consommée au Brésil et au Paraguay. Ce recul se poursuivrait, selon la presse, avec une production tombée à 19.769 GWh durant les quatre premiers mois de 2022 (soit -21,5% sur un an).

Aux tensions sur la production, se rajoutent les poussées inflationnistes avec, comme corollaire, les débats sur la fixation du prix de l'électricité pour le consommateur final. Déjà en avril dernier, l'annonce par le président Jair Bolsonaro d'une baisse des tarifs d'électricité pour les consommateurs brésiliens avait suscité l'émoi au Paraguay. Si les partisans d'un maintien du prix de gros à 22,6 USD/kW jusqu'en 2023 s'inquiétaient d'une possible demande de rabais de la part du Brésil, d'autres réclamaient une baisse des prix de l'électricité similaire pour les entreprises et ménages paraguayens. À ce titre, d'aucuns proposent d'ouvrir à la concurrence la production et la distribution d'électricité au Paraguay.

En toile de fond des débats, se trouve la renégociation du traité d'Itaipú entre le Brésil et le Paraguay en 2023, suite au remboursement de la dette contractée pour financer la construction du barrage.

Parmi les enjeux de la renégociation, se trouve la clause portant sur la vente de l'excédent d'électricité au Brésil à des prix



inférieurs à ceux pratiqués au Paraguay. L'utilisation des revenus dégagés par le remboursement de la dette suscite aussi le débat. D'aucuns suggèrent ainsi d'allouer ses ressources économiques à l'amélioration des infrastructures de réseau afin d'hisser leur qualité aux standards de la région.

Reste qu'à ce stade, l'impact économique de la renégociation demeure difficile à estimer car, in fine, très dépendante de la manière dont l'excédent de revenu sera distribué entre le Paraguay et le Brésil.

URUGUAY

L'activité portuaire uruguayenne paralysée par des grèves de docks

À la suite de l'annonce de l'entreprise canado-chilienne Montecon du renvoi de 150 de ses employés du port de Montevideo et de la baisse de moitié des salaires de ceux qui restaient le 4 mai, le Syndicat unique portuaire (Supra) a décidé de mener des grèves afin de réclamer une solution pour ces travailleurs.

Montecon, principal opérateur des docks publics, a pris cette décision en conséquence de l'accord entre le gouvernement et le Terminal Cuenca de la Plata (TCP), qui prévoit d'allonger la concession de la belge Katoen Natie jusqu'en 2081 et de lui donner un droit de priorité sur les chargements et déchargements de conteneurs à réaliser.

La situation de quasi-monopole de TCP-Katoen Natie a fait perdre son client MSC à Montecon et ainsi chuter son activité, passant de 23.000 conteneurs opérés à 11.000 par mois.

La première grève a eu lieu le 6 mai au port de Montevideo, provoquant ainsi des files d'attente de camions de 12 kilomètres et des retards de déchargements de 5 heures. Le 12 mai, les travailleurs du port de conteneurs ont fait une nouvelle grève de 24h, générant un retard coûteux pour le transport de marchandises. En effet, l'attente au port et la non-optimisation de l'utilisation des bateaux engendrent des augmentations du prix du fret maritime et affectent les importations, exportations et marchandises en transit, et notamment la récolte de soja considérée comme historique.

Le ministre du Travail Pablo Mieres a proposé pour sortir de cette crise au Supra de créer une assurance chômage spéciale d'une durée de 1 an pour ces 150 travailleurs, d'offrir un nouvel emploi chez TCP-Katien Natie à 77 ex-travailleurs de Montecon et de prioriser les ex-employés de Montecon dans le futur recrutement de 50 personnes par l'Administration nationale des ports (ANP).

Cette proposition jugée insuffisante a été refusée « à l'unanimité » lors du comité d'administration du syndicat, qui souhaite assurer leur emploi aux 700 employés de Montecon, et s'est suivie d'une 3^{ème} grève le 11 mai, qui a cette fois paralysé les ports de l'intérieur du pays. Le ministère du Transport a tout de même obtenu de repousser de 90 jours le renvoi des salariés par rapport à la date prévue initialement, le 20 mai.

Cependant, la confrontation entre le gouvernement et Montecon, que ce dernier accuse de s'être associé avec les syndicats, perdure, et le soutien du parti d'opposition à ces derniers ne fait qu'accentuer la portée symbolique de ce conflit dans lequel le président uruguayen Luis Lacalle Pou a décidé d'intervenir le 12 mai.



Aux dernières nouvelles, le gouvernement se disait prêt à accepter la contre-proposition du syndicat, soit élargir l'assurance chômage aux travailleurs des entreprises auxquelles Montecon externalise ses opérations, ainsi que de créer une table de négociation à la Direction nationale du travail.

S'agissant du réemploi par TCP-Katoen Natie de plus de 77 employés de Montecon, le gouvernement a soumis la demande à l'entreprise concernée qui n'a pas encore répondu. En effet, considérant le dynamisme actuel du port et la bonne récolte de soja, il souhaiterait limiter au maximum l'impact économique d'une telle affaire.

En parallèle, les actionnaires de Montecon (Neltume Ports et ATCO) ont annoncé faire appel à un arbitrage international si le gouvernement n'annulait pas son accord avec TCP-Katoen Natie qui empêche la libre-concurrence dans le port.

Affaire à suivre.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Service économique régional de Buenos Aires, Ambassade de France en Argentine

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :
Compte Twitter :

samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr
[@TresorArgentina](https://twitter.com/TresorArgentina)